



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

## **Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 05 novembre 2008**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

### **Comité communication-CNC**

.....

#### **La Nouvelle Union (Victoriaville), 5 novembre 2008 - Pauvreté : "On n'a pas fait de gros pas!"**

Lancée au printemps dernier, la campagne de signatures du Collectif pour un Québec sans pauvreté prendra fin le 1er décembre. Au Centre-du-Québec, Henri-Paul Labonté, coordonnateur de l'Association des groupes d'éducation populaire autonome (AGEPA), estime à 3 000 le nombre de signataires à la pétition, dont 1 500 dans la MRC d'Arthabaska.

Il espère que d'ici le 1er décembre, l'AGEPA, responsable de la campagne centricoise, aura réussi à faire signer 5 000 pétitionnaires.

"Si on est en route pour bâtir un Québec sans pauvreté, on n'a pas fait de gros pas!", a-t-il déclaré.

Il a rappelé que la campagne visait à rappeler au gouvernement du Québec qu'en décembre 2002, l'Assemblée nationale avait voté à l'unanimité en faveur d'une loi pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Trois revendications principales sont au coeur de cette campagne : faire passer le salaire minimum de 8,50 \$ à 10,16 \$ ; hausser et ajuster les protections publiques pour assurer à toute personne un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation (13 267 \$ par an en 2007) et s'assurer que tous les citoyens aient accès à des services publics universels de qualité. À ce

chapitre, le Collectif réclame, entre autres, le gel des tarifs d'électricité, gratuité des médicaments pour toutes les personnes vivant avec un revenu inférieur à la mesure du panier de consommation, doubler le parc de logements sociaux, développer les places en service de garde, etc.

La collecte de signatures sera suivie d'une opération de sensibilisation des députés. La campagne culminera par le dépôt des pétitions à l'Assemblée nationale au printemps prochain. "Et comme il se pourrait que des élections soient déclenchées la semaine prochaine, nos revendications seront acheminées à tous les candidats", a indiqué le coordonnateur de l'AGEPA. Il n'est toutefois pas prévu que l'on appuie l'une ou l'autre des formations politiques, a spécifié M. Labonté. "Nos revendications sont politiques, pas partisanses."

"On s'attend à ce qu'il soit beaucoup question de la crise financière lors de la prochaine campagne électorale. Nous savons que les mesures que nous préconisons ne sont pas populaires. Cependant, selon des analystes, hausser le salaire minimum, par exemple, n'est pas mauvais pour l'économie", a affirmé M. Labonté.

Henri-Paul Labonté ainsi que les porte-parole des Regroupements de sans-emploi de Victoriaville et de l'Érable, Lucie Forand et Simon Demers, et Sylvie Pinard de la Maison des femmes, ont souligné que de très "timides" pas avaient été franchis pour lutter contre la pauvreté. Mises à part certaines mesures incluses au Pacte à l'emploi et quelques "amorces" pour redonner la gratuité des médicaments à certaines clientèles, il y a encore beaucoup à faire, selon eux.

Le Centre-du-Québec, région qui n'est la plus riche, ni la plus pauvre, abrite 14 190 personnes prestataires d'aide sociale, 11 013 adultes et leurs 3 177 enfants.

Du côté du Regroupement des sans-emploi, Lucie Forand observe le resserrement des critères de l'assurance-emploi, de sorte que seulement 46% des cotisants ont droit aux prestations.

La réduction des mesures sociales pénalise souvent les femmes, toujours plus nombreuses que les hommes, à occuper des emplois à temps partiel, précaires ou moins bien rémunérés s'il s'agit de "travail dit féminin", a noté Sylvie Pinard. Selon les plus récentes données disponibles (2001) les femmes de la MRC d'Arthabaska ne touchaient encore que 58,4% du revenu des hommes. "Si les enfants sont pauvres, c'est que les parents, surtout leur mère, sont pauvres. Plus d'un million d'enfants vivent dans la pauvreté au Canada", a dit Mme Pinard, ajoutant que la pauvreté faisait gonfler les coûts pour la santé et la sécurité du revenu et le taux de criminalité.

Les personnes désireuses de signer la pétition sont invitées à communiquer avec l'AGEPA au numéro 819 795-4441.

Hélène Ruel

\*\*\*\*\*

## **Le Journal de Montréal, 5 novembre 2008 - Convaincus que l'économie se détériorera : Une majorité d'économistes favorables aux déficits**

Convaincue que l'économie se détériorera au cours des prochains mois, une large majorité d'économistes québécois ne serait pas opposée à ce que les gouvernements affichent des déficits pour faire face à la situation.

Un sondage mené par Léger Marketing auprès des membres de l'Association des économistes québécois (ASDEQ) révèle que 88 % des sondés ne croient pas que les gouvernements devraient préserver l'équilibre budgétaire à tout prix.

En fait, 43 % des économistes interrogés pensent que l'État doit laisser croître les dépenses d'assurance-emploi ou d'aide sociale, alors que 45 % de plus croient qu'il faudrait prendre des mesures additionnelles pour stimuler l'économie.

Par ailleurs, les trois quarts (75 %) des économistes interrogés pensent que la situation économique au Québec va se détériorer au cours des six prochains mois.

« Une bonne partie des économistes s'attend à une récession », affirme le président du Comité des politiques publiques de l'ASDEQ, Jean-Pierre Aubry.

À peine 2 % des sondés prévoient que l'économie québécoise pourrait s'améliorer, tandis que 22 % estiment qu'elle se maintiendra.

### **Hausser les tarifs**

Questionnés sur les tarifs d'Hydro-Québec, pratiquement les trois quarts (74 %) des sondés sont favorables à ce qu'ils augmentent de manière sensible mais progressive. Cela, toutefois, devrait être accompagné d'un programme de soutien aux abonnés à faible revenu.

Les économistes se montrent également d'accord dans une proportion de 80 % avec un recours accru à la tarification des services publics, tel que suggéré le printemps dernier par le groupe de travail présidé par l'économiste Claude Montmarquette. Une augmentation des divers tarifs devrait cependant se faire parallèlement à une baisse de la taxation.

Quelque 194 des 510 membres de l'ASDEQ ont répondu au sondage, ce qui lui confère une précision de plus ou moins 6 % dans 19 cas sur 20. Il a été réalisé par Internet entre le 27 et le 31 octobre.

C'est la première fois que l'ASDEQ réalise un sondage de ce genre, initiative qui sera répétée quelques fois par année, précise M. Aubry.

Michel Van de Walle

\*\*\*\*\*

## **CSN, 4 novembre 2008 - Une mise à jour économique qui prépare le terrain électoral selon la CSN**

"La ministre des Finances a présenté une mise à jour économique des plus ternes. Les seuls enjoliveurs sont centrés sur le bilan du gouvernement, alors que ce dernier prétend avoir tout prévu, même la crise actuelle."

Réagissant à la mise à jour économique et financière du gouvernement du Québec, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, s'est dit extrêmement déçue par la faiblesse des mesures pour affronter une crise économique sans précédent. "Le coût des mesures, 412 millions de dollars sur deux ans, n'atteint même pas le surplus supplémentaire de 484 millions dégagé en 2007-2008. Si le remède est aussi modeste, c'est peut-être parce que la ministre évalue avoir plus de problèmes qu'elle ne veut bien l'avouer publiquement, compte tenu de sa grande prévoyance."

Pour la CSN, les mesures ne sont pas à la hauteur de ce qui se profile. En matière de création d'emploi, les statistiques nous donnent un avant-goût : depuis le début de l'année 2008, seulement 6500 emplois ont été créés au Québec contre 104 000 en Ontario, qui est en très fort déclin. "Cela nous donne un aperçu de ce qui nous attend. La ministre ne peut plus se permettre d'affirmer que le Québec se tire très bien d'affaire et que les investissements dans la réfection des infrastructures vont compenser", de poursuivre Claudette Carbonneau.

Le trésorier de la CSN, Pierre Patry, accueille positivement les propositions faites au gouvernement fédéral, concernant la hausse de l'âge limite pour l'échéance des RPA et des REER, ainsi que le report d'une année pour le remboursement à un RAP. Il note cependant l'absence de demandes concernant le changement à la formule de péréquation et la baisse que cela entraîne pour le Québec et la bonification des paiements de transferts, notamment en éducation supérieure. "Ce sont 800 millions qui manquent dans la cagnotte du Québec. Il y a une contradiction profonde à ne pas les réclamer quand on sait que la meilleure clé face à une sortie de crise demeure la formation. Cela est d'autant plus troublant qu'aucune nouvelle mesure de formation de la main-d'oeuvre n'est annoncée", de noter M. Patry. Le trésorier de la CSN constate également l'absence de demandes concernant l'assurance emploi et les travailleurs âgés.

La CSN salue le programme spécial de prêts et de garantie de prêts pour les entreprises. Cette initiative ne permettra pas, cependant, de soutenir à elle seule l'économie. La ministre devrait minimalement exiger que le gouvernement fédéral en fasse tout autant.

Quant aux mesures à l'égard des ménages, il y a beaucoup de tape-à-l'oeil. Près du quart des 81 millions de nouvelles dépenses en 2008-2009 va à l'indexation des régimes d'imposition. Il ne s'agit pas d'une bonification. Cette mesure était déjà prévue. Ce qui ne l'était, c'est le niveau de la hausse du taux d'inflation.

La CSN reconnaît que le gouvernement pose un geste à l'égard des plus pauvres en indexant les prestations d'aide sociale des personnes aptes au travail, ce qui met fin à une ségrégation entre deux catégories de bénéficiaires. (Seules les personnes inaptées au travail avaient droit à la pleine indexation.)

Malgré une légère hausse des prévisions, la CSN constate que la croissance des dépenses demeure très faible, ce qui peut devenir annonciateur de nouvelles coupes dans les ministères. Alors que la croissance des dépenses est demeurée anémique ces dernières années, il serait contre-indiqué de compresser les dépenses en pleine crise économique. La CSN salue la création d'un comité de travail sur les régimes de retraite. "Nous entendons y mettre les énergies nécessaires tout en conservant la préoccupation de ne pas placer les travailleuses et les travailleurs en situation périlleuse", d'indiquer la présidente de la CSN.

Il est bien dommage que dans un geste officiel de la ministre des Finances, il n'y ait pas d'annonce concernant un véritable programme économique pour faire face à la crise. On comprend qu'elle réserve cela, non pas au premier ministre, mais au chef du Parti libéral", de conclure Claudette Carbonneau.

La CSN compte plus de 300 000 travailleuses et travailleurs, et ce, tant dans les secteurs privé que public.

Renseignements: Michelle Filteau, directrice du Service des communications, CSN, (514) 598-2162, cellulaire: (514) 894-1326; Source: CSN

\*\*\*\*\*

### **Le Soleil, 4 novembre 2008 - Un plan mal ciblé**

La campagne électorale n'est pas encore officiellement enclenchée que Mario Dumont fait sa première promesse : 1 milliard \$ pour aider la classe moyenne à passer à travers la crise financière. Le chiffre est impressionnant dans le contexte budgétaire difficile du gouvernement du Québec. Mais ce qui est surprenant, c'est de voir l'Action démocratique promettre un montant aussi important pour aider des gens qui ne souffriront pas nécessairement de la crise financière.

Mario Dumont promet un crédit d'impôt de 50 % sur les intérêts hypothécaires, ce qui permettrait à une famille gagnant moins de 150 000 \$ de toucher 1200 \$ de plus annuellement. Question : n'est-ce pas une erreur de saupoudrer ainsi l'aide gouvernementale, au lieu de cibler uniquement les véritables victimes de la crise appréhendée?

Ce ne sont pas toutes les familles qui subiront les contrecoups de la crise. C'est probablement même une minorité. Si on donne de l'argent aux gens qui ne sont pas touchés par la récession, il en restera beaucoup moins pour les autres.

Le programme adéquiste prétend protéger les familles québécoises de la situation vécue par les

Américains qui perdent leur maison parce qu'ils n'ont plus les moyens de les payer. Mario Dumont a une formation en économie... Croit-il vraiment qu'un petit crédit d'impôt de 1200 \$ sera suffisant pour sauver la maison d'un couple mis au chômage à cause d'une récession économique?

Cette promesse de l'ADQ tient davantage d'un bonbon électoral visant à séduire la classe moyenne que d'une véritable politique pour protéger les Québécois de la crise appréhendée. M. Dumont a promis hier de présenter un cadre financier démontrant le sérieux de sa promesse. Il est possible qu'il puisse démontrer, sur papier, qu'un gouvernement adéquiste aurait la marge de manoeuvre nécessaire pour financer cette promesse, mais là n'est pas la question. Le véritable enjeu est de déterminer la meilleure façon de dépenser le milliard de dollars promis, si milliard il y a.

Advenant le cas où le Québec soit frappé de plein fouet par une récession, ce sont les travailleurs mis à pied dans le secteur manufacturier qui seront les premiers à souffrir. Ils auront besoin de programmes d'aide temporaire, sous forme d'assurance emploi et de formation professionnelle, afin de pouvoir réintégrer le marché du travail une fois le ralentissement terminé. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale risque d'augmenter, accroissant ainsi les coûts de ce programme. Les entreprises menacées demanderont l'aide gouvernementale, les besoins seront énormes, et le risque de retomber en déficit sera bien réel. Si on dilapide les rares fonds publics disponibles dans des programmes qui s'adressent à tout le monde sans égard à la situation réelle des gens, on prive les véritables victimes et on diminue la marge de manoeuvre du gouvernement. Pour le moment, la promesse faite hier par l'ADQ semble donc mal ciblée.

### **Du côté libéral**

Il y a des fois où l'on se tourne en ridicule à force de faire semblant. À titre d'exemple, cette note technique du Parti libéral, distribuée hier aux journalistes de la Tribune de la presse : «Dans l'éventualité où certaines rumeurs rapportées dans les médias se confirmaient, et que des élections générales étaient déclenchées le 5 novembre, le Parti libéral du Québec sera heureux d'accueillir les journalistes qui suivront monsieur Jean Charest.»

Franchement! Des «rumeurs rapportées dans les médias»... Il me semble qu'on aurait pu trouver mieux pour inscrire les journalistes dans la caravane de Jean Charest.

Gilbert Lavoie

\*\*\*\*\*

### **Gouvernement de l'Ontario, 4 novembre 2008 - Ministère des Finances : Allocution du ministre Dwight Duncan sur la réunion des ministres des Finances**

Divers points méritent une plus grande attention, mais le gouvernement fédéral risque de se voir confronté à une instabilité encore plus marquée du secteur automobile.

Nous avons assisté aujourd'hui à un échange de points de vue franc, où j'ai eu l'occasion de présenter au gouvernement fédéral un tableau plus complet des attentes de l'Ontario en matière

d'équité. Car il importe que les Ontariennes et les Ontariens reçoivent un traitement équitable. Nous ne demandons pas de faveur spéciale - nous revendiquons tout simplement ce qui est juste.

Le gouvernement fédéral doit réagir à l'incertitude économique actuelle en prenant des mesures pratiques et pragmatiques, aptes à soutenir des secteurs clés de l'économie.

A l'échelle mondiale, la crise qui frappe les marchés financiers a sapé la confiance des entreprises et des consommateurs, non seulement en Ontario et dans le reste du Canada, mais aussi aux quatre coins de la planète.

Par le passé, l'Ontario a eu droit à la péréquation à cinq reprises. Lorsque nous touchons des paiements de péréquation, c'est en quelque sorte comme si la population ontarienne se payait à même les milliards de dollars que nous envoyons à Ottawa à des fins de redistribution.

Le gouvernement fédéral peut aider les Ontariennes et les Ontariens de nombreuses façons :

- Si un travailleur sans emploi en Ontario recevait une prestation moyenne d'assurance emploi similaire à celle que perçoit un travailleur sans emploi d'une autre province, ce travailleur de l'Ontario toucherait 4 630 dollars de plus chaque année. A l'échelle de l'Ontario, le manque à gagner en prestations d'assurance-emploi s'élève chaque année à 2,1 milliards de dollars.

- L'Ontario devrait recevoir un financement équitable en termes d'infrastructure - à l'heure actuelle, la province est privée de 970 millions de dollars.

- Le fédéral pourrait se joindre à l'Ontario afin de stimuler les investissements et la création d'emplois par le biais d'une stratégie de développement économique constructive dans le sud de la province.

- Le gouvernement fédéral doit également jouer un rôle plus actif afin de mieux soutenir le secteur automobile, un facteur clé de l'économie - tant ontarienne que nationale. Le secteur automobile occupe effectivement une place tout aussi déterminante que le secteur bancaire dans l'évolution de l'économie canadienne.

- Les Ontariennes et les Ontariens comptent plus que jamais sur les services essentiels que procure le gouvernement, et nous avons besoin de l'appui du fédéral pour préserver la qualité de nos services publics tout en assurant une gestion prudente et responsable de nos finances.

Nous sommes aujourd'hui parvenus à un consensus parmi les ministres, et j'en suis ravi; nous avons ainsi convenu de collaborer ensemble dans les domaines des pensions, de l'accès au capital, de l'infrastructure, et de l'amélioration du milieu de la réglementation.

Afin d'aider l'économie, nous sommes convaincus de suivre le plan qui convient en cette période difficile. Notre document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2008 (<http://www.fin.gov.on.ca/french/media/2008/bk10-fes1.html>) a réitéré notre engagement envers

une gouvernance rationnelle de la province, étayée par notre plan économique en cinq points.  
([www.fin.gov.on.ca/french/budget/fallstatement/2008/factsheet/index.html](http://www.fin.gov.on.ca/french/budget/fallstatement/2008/factsheet/index.html)).

Renseignements: Alicia Johnston, Bureau du ministre, (416) 325-3645; Sam Colalillo, Ministère des Finances, (416) 325-1309